



CDEN de bilan de rentrée (15/11/2021)

déclaration 2nd degré

Ce bilan de rentrée est le dernier de l'ère Blanquer et marque la cinquième année de baisse continue de moyens dans les collèges du Jura. Les documents présentés ici font la part belle, évidemment, à la baisse des effectifs dans les collèges jurassiens. Cette baisse correspond à la baisse du taux de fécondité lentement amorcée depuis 2007. Elle reste, en réalité pour le moment, très contenue : pourtant elle est le seul argument avancé par le rectorat pour justifier la baisse bien plus importante de moyens d'enseignement. Cet argument, il convient de le dénoncer pour 2 raisons :

- La baisse de moyens est bien plus importante, proportionnellement que la baisse des effectifs : cette année, le Jura a connu 12 suppressions de postes sans aucune création... pour 84 élèves de moins.
- Une baisse d'effectifs peut être l'opportunité, à moyens constants, d'un meilleur encadrement... Tout est question de choix politique.

Celui de Blanquer a été d'affaiblir l'éducation nationale tout en la caporalisant. De la déconsidérer en assimilant ses agents à des propagateurs passifs de son obsession pour le mouvement woke, bref de courir après l'extrême droite.

Et pourtant les vrais sujets ne manquent pas. Par exemple dans le Jura, la baisse de moyens a 4 conséquences majeures :

- Première conséquence : l'augmentation des effectifs pas classe. La moyenne d'élève par structure est en constante augmentation depuis 4 ans.
- Deuxième conséquence : la dégradation des services pour les enseignants. Le nombre d'enseignants en poste partagé a augmenté de plus de 55%
- Troisième conséquence : une baisse de l'offre scolaire pour les élèves. La baisse de moyens engendre la suppression des bilangues, la baisse du nombre d'heures en Latin et des groupes de langues pléthoriques.
- Quatrième conséquence : un encadrement dégradé des élèves en inclusion. Dans la majorité des PIAL, les AESH peuvent être mutualisés entre 5 élèves !

Ce qui menace l'Education nationale ne sont pas les « gender studies » à l'Université ou les « déboulonneurs » de statues aux Etats-unis, mais bien la politique menée par le ministre lui-même.